

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 18/10/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ETS MARCHIO**

17 RUE ARAGO  
80130 Friville-Escarbotin

Références : 2024-E30101  
Code AIOT : 0005102266

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2024 dans l'établissement ETS MARCHIO implanté 17 RUE ARAGO 80130 FRIVILLE-ESCARBOTIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a pour but de contrôler l'établissement sur deux aspects :

1. **Surveillance des eaux souterraines**, notamment car il n'y a pas eu de déclaration GIDAF depuis 2020.
2. **Contrôle des dispositifs de prévention du risque incendie**. L'établissement a effectué des travaux depuis le dernier incendie, toutefois aucune information n'a été portée à connaissance.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETS MARCHIO
- 17 RUE ARAGO 80130 FRIVILLE-ESCARBOTIN
- Code AIOT : 0005102266
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Créée en 1975, la société ETS MARCHIO est une entreprise à vocation de sous-traitance dans le domaine du traitement de surfaces, d'articles sanitaires notamment. La société dispose actuellement d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 10 juillet 2012 l'autorisant à exploiter un volume de bains de 55 880 litres (nickelage, chromage, cuivrage, démétallisation). Du fait de ce volume de bains, l'établissement est soumis à la directive IED relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant veillera à garantir l'accès aux extincteurs et aux issues de secours. L'inspection a constaté que plusieurs extincteurs et issues de secours étaient difficilement accessibles en raison de la présence de cartons ou de caisses devant ceux-ci.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/08/1983, article Article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Construction - Résistance au feu des bâtiment	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Article 3 I et II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Inventaire	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Mise à jour des installations	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Art 7, 13II, 16 I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Vérification périodique des installations	Arrêté Préfectoral du 07/02/1983, article Art .10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article Article 9.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Transmission des résultats de l'auto surveillance	Arrêté Ministériel du 10/07/2012, article 9.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Bilan Quadriennal (eaux	Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 9.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	souterraines-sols)			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé à l'aménagement de ces installations suite au dernier incendie, toutefois ce dernier n'a pas transmis de porter à connaissance ni d'éléments permettant d'attester des performances de résistance au feu des nouvelles installations.

L'exploitant fait procéder à la surveillance des eaux souterraines sur le forage 3. Toutefois il n'a pas été en mesure de présenter les résultats des forages 1 et 11. L'exploitant ne réalise plus de déclaration GIDAF depuis 2020.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/1983, article Article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification sera subordonnée avant sa réalisation à l'agrément de l'autorité préfectorales. (Service des Installations, Classées pour la Protection de l'Environnement)
<b>Constats :</b>  Plusieurs modifications des installations ont été réalisées suite au dernier incendie dans les locaux. De plus, la TAR est également à l'arrêt, et l'exploitant prévoit le démantèlement de cette dernière. Cependant, l'exploitant n'a pas porté à la connaissance de tous l'ensemble de ces modifications.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à la préfecture et à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance pour l'ensemble des évolutions des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 2 : Construction - Résistance au feu des bâtiment

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Article 3 I et II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réaction au feu

**Prescription contrôlée :****AM - 30/06/06 - 3260 A - Article 3 > I. - IMPLANTATION. - AMENAGEMENT**

Les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques des équipements, des procédés ou des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation doivent être constituées de matériaux permettant de réduire les risques de propagation d'un incendie au strict minimum, et présentent les caractéristiques de faible réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe A1 ou A2 s1 d1 selon NF EN 13 501-1 ;
- murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures). (R : capacité portante, E : étanchéité au feu, I : isolation thermique.)

Les dispositions nécessaires sont prises afin d'éviter la propagation d'un incendie par le système de ventilation.

**AM - 30/06/06 - 3260 A - Article 3 > II. - IMPLANTATION. - AMENAGEMENT**

Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

**Constats :**

L'exploitant a procédé à la reconstruction des ateliers détruits ou endommagés lors du dernier incendie. Des portes et murs coupe-feu ont été installés depuis. Cependant, la porte entre le nouveau bâtiment et l'atelier de bains n'est pas coupe-feu.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les documents permettant d'attester la résistance au feu des nouvelles constructions (murs, toiture, porte). L'exploitant procédera à l'installation d'une porte coupe-feu EI 120 entre le nouvel Atelier et celui des bains de traitement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Inventaire**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Prescription contrôlée :**

<p>AM - 30/06/06 - 3260 A - Article 12 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stocks de cyanure est réalisé, et le document de suivi est disponible dans le local de stockage sous clé. La clé est accessible auprès de la coordinatrice de l'atelier. Toutefois, les autres produits dangereux, tels que les bains, ne sont pas suivis.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que le stockage des produits basiques et acides était effectué côte à côte dans la zone de stockage extérieure. Aucune disposition ou organisation n'est en place pour les séparer. Il a été convenu avec l'exploitant de la nécessité de revoir l'organisation du stock afin d'assurer la séparation entre les produits acides et les produits basiques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations l'état des stocks incluant les produits dangereux sur le site ainsi que leur emplacement.</p> <p>L'exploitant confirmera la solution retenue pour garantir la séparation des produits acide et basique sur la zone de stockage extérieur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Mise à jour des installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Art 7, 13II, 16 I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jours des plans et schema</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>AM - 30/06/06 - 3260 A - Article 7 - IMPLANTATION. - AMÉNAGEMENT</p> <p>[...]</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie. et de secours.</p> <p>[...]</p> <p>AM - 30/06/06 - 3260 A - Article 13 &gt; II. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION</p> <p>L'exploitant tient à jour un schéma de l'installation faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine. Ce schéma est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>

<p>AM - 30/06/06 - 3260 A - Article 16 &gt; I. - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées (bains usés, effluents industriels, eaux pluviales polluées...) des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas de schéma des réseaux à jour suite aux travaux réalisés après l'incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les plans des réseaux d'eaux usées, des eaux pluviales et des canalisations d'aspiration.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 5 : Vérification périodique des installations**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/1983, article Art .10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 10 - AP 07/02/1983 - Electrique</u>  [...]  Des rapports de contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques seront régulièrement établis et tenus à la disposition de l'inspection des installation classée</p> <p><u>Article 11 - AP 07/02/1983 - Incendie</u>  [...] ils seront entretenus en bon état de fonctionnement et le personnel sera périodiquement entraîné à leur emploi.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que la dernière vérification des extincteurs a été réalisée en juillet 2023. L'exploitant est en retard dans la vérification périodique des extincteurs.  Les autres équipements, comme le système de détection incendie et les trappes de désenfumage, sont neufs et ont moins d'un an. De ce fait, ces équipements n'ont pas encore fait l'objet d'une vérification périodique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le dernier rapport de vérification des extincteurs ainsi que celui des installations électriques.</p>

L'exploitant confirmera à l'inspection la date de la prochaine intervention de l'entreprise pour la vérification des équipements incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article Article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  l'exploitant met en place une surveillance des eaux souterraines selon les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Deux fois par an :</li> <li>• relevée du niveau piézométrique</li> <li>• prélèvement et analyse des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le dernier rapport d'analyse de surveillance des eaux souterraines du printemps 2024 pour le forage 3. Cependant, l'exploitant ne dispose pas des rapports pour les forages 3 et 11. De plus, le plan présenté par l'exploitant ne mentionne pas le forage 11.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées : • les rapports d'analyse 1, 3 et 11 de la campagne 2024, • un plan à jour sur lequel figure l'implantation de l'usine ainsi que les forages 1, 3 et 11, et le sens d'écoulement de la nappe.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Transmission des résultats de l'auto surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/07/2012, article 9.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats des mesures réalisées en application de Article 9.2.3 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et analyses de l'évolution de la situation.



<b>Constats :</b>
L'exploitant confirme qu'il n'y a plus eu de déclaration faite auprès de GIDAF. Il explique que cette mission sera attribuée à la nouvelle responsable QSE récemment embauchée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant reprendra les déclarations GIDAF pour l'année 2023 et 2024
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Bilan Quadriennal (eaux souterraines-sols)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 9.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan Quadriennal
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant adresse, le cas échéant, au Préfet, tous les quatre ans, un dossier comportant l'analyse des résultats de surveillance des eaux souterraines et des sols sur la période quadriennale écoulée ainsi que les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...]</li> <li>• [...]</li> <li>• Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R512-8 II 1 du code de l'environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.</li> </ul> <p>L'exploitant transmet dans le même délai, par voie électronique, à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration, suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b>
L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter son dernier bilan quadriennal durant l'inspection. Toutefois, un courrier daté de décembre 2022 évoque ce document.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une copie du dernier rapport quadriennal.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois